



Global Campaign for Rwandans' Human Rights

NZARAMBA

**« La famine cachée qui
dévore la population au
RWANDA**

Par Rene Claudel Mugenzi

Copyright © 2017

Global Campaign for Rwandan Human Rights

Droits d'auteurs réservés.

Cette publication est réservée sous droits d'auteurs et est sujette à une reproduction gratuite uniquement à des fins de plaidoyer, de mobilisation et d'enseignement.

Les auteurs de l'ouvrage exigent que toute exploitation de cette publication soit officiellement déclarée et qu'en aucun cas elle ne serve des objectifs autres que le plaidoyer et l'évaluation portant sur la matière de l'ouvrage.

Pour toute reproduction et exploitation de quelque nature que ce soit de la matière contenue dans cet ouvrage, telle que réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation écrite doit être obtenue au préalable auprès du Secrétariat de la Campagne Mondiale pour les Droits de l'Homme au Rwanda et moyennant des frais le cas échéant.

Pour obtenir l'autorisation, ou pour toute autre requête, veuillez contacter: rwanda@rwandansrights.org ou

Table des matières

A: Présentation de la crise de famine au Rwanda	1
B: Les Causes De Cette Famine Au Rwanda	14
C: Pourquoi le monde n'est pas au courant de cette famine ?	48
D: Conclusion	57
E: Recommandations	59

A

Présentation de la crise de famine au Rwanda

1. Aperçu général

Une étude réalisée par notre organisation, Campagne Mondiale pour les Droits de l'Homme au Rwanda, a confirmé que depuis le mois de Novembre 2015 plus de trois millions de Rwanda sont confrontés à une grave crise de famine ou plus de cent cinquante mille Rwandais ont été obligés de s'émigrer vers des pays limitrophes, notamment l'Ouganda, fuyant une famine qui ravage leurs régions et qui reste particulièrement

concentrée dans les districts de Rwamagana, Nyagatare, Bugesera, Kayonza et Kirehe de la Province de l'Est ainsi que dans les districts de Nyanza et Gisagara situés dans la Province du Sud du pays.

Cette famine est désormais un fait qu'on peut difficilement dissimuler car **“Nzaramba”** est le sobriquet qu'on lui a trouvé pour insister sur la gravité et l'étendue de son ampleur car **“Nzaramba”** signifie littéralement dans le langage courant **“je vivrai longtemps”**.

Historiquement, au Rwanda on a toujours donné un nom une situation marquée par une carence grave de nourriture surtout quand celle – ci était d'une acuité hors du commun, qu'elle s'étendait sur une longue période et qu'elle affectait des communautés entières.

On compte, dans l'histoire du Rwanda, un certain nombre de famines célèbres qui ont sérieusement

secoué le pays et qui ont été très bien documentées. On en cite par exemple Ruzagayura (1943-1944); Rwakayihura (1928-1930); Gakwege appelée également Ntunyanjweho (1924-1926); Rumanuraimbaba (1906-1908); Ruyaga (1897-1903) et Rukungugu survenue au courant de la moitié du 19^{ème} siècle.

Position officielle du Gouvernement Rwandais actuel.

Le Gouvernement Rwandais actuel continue de blâmer les conditions du changement climatique comme étant l'unique cause des mauvaises récoltes qui ont caractérisé certaines régions du pays. Pareillement le gouvernement répond-il toujours face aux lamentations incessantes des populations sinistrées vivant dans des régions les plus sérieusement appauvries. Cependant, une enquête réalisée par notre organisation a permis d'établir que les véritables causes de cette de crise de famine Nzaramba et des conditions croissantes

de précarité dans la population vont bien plus loin que les seules allégations politiques au changement climatique. Notre étude réalisée a pu conclure que le déclin de l'économie Rwandaise, des politiques agricoles inadaptées, la distorsion délibérée de la population, liberté d'expression muselée, manœuvres politiques visant à affamer les populations font partie d'un ensemble de facteurs explicatifs des crises actuelles que traverse le Rwanda et qui sont exemplifiées dans la famine Nzaramba.

Jusqu'aujourd'hui, le gouvernement Rwandais a toujours refusé de faire appel à la communauté internationale pour qu'elle porte secours à la population en détresse. Ceci est simplement dû au fait que le gouvernement Rwanda risque et évite de paraître dissonant aux yeux de la communauté internationale à qui il veut faire croire que la situation socio – économique du Rwanda se trouve dans une position irréprochable. Ainsi,

le pays a lancé un vaste chantier de programmes économiques, mégalomaniques, contrastant lourdement avec la situation réelle à l'intérieur du pays. Dans cette optique, le pays n'a cessé d'investir des montants faramineux dans l'embellissement de l'image du pays, dans un souci de faire passer le Rwanda comme un modèle de croissance à l'échelle du continent Africain.

A l'inverse, cependant, un courant de chercheurs sceptiques du développement du Rwanda est né et est en train d'épingler les déclarations fracassantes du soit – disant développement spectaculaire de Kigali. De plus en plus, ces derniers produisent une version des faits tendant à démystifier les annonces tonitruantes du fameux “miracle” économique qu'aurait accompli le Rwanda. Pour eux, la réalité économique Rwandaise n'est rien d'autre qu'un pur mirage car le profil économique public du pays ne reposerait que sur des données ingénieusement fabriquées

uniquement dans un but de faire passer le Rwanda comme une sorte de Singapour d'Afrique, en tout cas d'après Himbara(2016)¹.

Dans un rapport² du gouvernement, il n'y aurait que 44,000 ménages (à peu près 225,000 personnes) seulement entrant dans la catégorie des pauvres qui auraient subi les ravages de la sécheresse qui a frappé la région de l'est du Rwanda. Les conclusions de ce rapport ont été confirmées par les descentes³ sur terrain du Programme Alimentaire Mondiale (PAM). Cependant, il y a lieu de penser que les résultats de ces rapports ne sont pas fiables car ils n'ont pas été en mesure de remonter de manière exhaustive à toutes les causes de la crise alimentaire qui a déclenché la famine. Leurs conclusions sont limitées

1 Himbara, D. (2016) Kagame economic mirage. South Carolina: Create Space Independent Publishing Platform

2 Government of Rwanda: Drought Assessment, 31st May to 3rd June 2016.

3 2 Joint P4P/ Vulnerability Assessment and Mapping (VAM) mission the Eastern Province, Rwanda

par rapport à l'étendue réelle du problème (par exemple l'échelle de la famine au niveau communautaire, le nombre exact et la catégorie des personnes affectées ou encore les effets à court et moyen terme de la famine).

Par ailleurs, il importe de signaler que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation a en réalité réussi à intervenir et a pu mobiliser une certaine aide alimentaire. Cependant, en dépit de cela, il faut remarquer que les bénéficiaires de cette aide ont ensuite été engagés dans des travaux forcés comme compensation de l'aide alimentaire obtenue.

Pire encore, le gouvernement Rwanda imposa une censure générale sur la couverture médiatique de la crise de famine en cours. Ce n'était pas difficile à faire car le Gouvernement contrôle tous les médias et restreint le droit d'expression dans le public. En conséquence, aucun media, tant public qu'indépendant, ne put couvrir

l'ampleur du phénomène. En règle générale, à chaque fois que des chaînes d'information manifestent des velléités de publier une version contradictoire à celle cadrant avec la ligne gouvernementale, le gouvernement réagit souvent par la censure de ces publications et en les traitant d'organes de désinformation travaillant pour le solde d'ennemis de l'état impliqués dans des campagnes de propagande diffamatoires. Par ailleurs, nous contestons l'action du Gouvernement Rwandais. En effet, celui – ci réagit ainsi car si l'information sur l'ampleur de la crise venait à être largement répandue dans le public, le gouvernement y perdrait sa crédibilité par le simple fait que l'information sonnerait l'alarme au sein des mouvements des droits de l'homme au niveau national, régional et international.

Cette situation de censure est donc restée ainsi jusqu'au mois de Juillet 2016 où un journal Kenyan, The East African, osa publier un article sur cette

famine de la honte que le Gouvernement Rwandais voulait enterrer dans l'oubli. "La famine a touché plus de 100,000 personnes dans la Province de l'Est du Rwanda", on pouvait lire dans ce journal.

Par la suite, à notre grand choc, l'enquête réalisée par notre organisation, découvrit une autre facette de la famine extrêmement terrifiante et très peu relayée dans les médias mais ayant fait des ravages sans précédent dans la population à une grande échelle surtout dans des districts ci – haut cités. Des centaines des milliers de personnes périrent alors que des milliers d'autres furent obligés de s'exiler dans les pays limitrophes.

Ce qui nous a le plus choqué c'est qu'au moment de rédiger cet article, c'est-à-dire une année après la publication de l'article sur la famine dans un journal Kenyan, le Gouvernement Rwandais n'avait pas encore pris de position claire par rapport à cette famine si dévastatrice. Ni le peuple

Rwandais ni la communauté internationale n'ont été informés de cette crise de famine.

Par conséquent, il est de notre devoir, en tant qu'organisation internationale des droits de l'homme, de souligner que le Gouvernement Rwanda, par le déni, la négligence et la désinformation concernant cette famine, a délibérément failli à ses obligations de rendre compte non seulement au peuple Rwandais mais aussi à la communauté internationale auxquels le pays est lié à travers les mécanismes de gouvernance démocratique ainsi que d'autres lois internationales qui légitiment son existence.

2. Sensibilisation de la Communauté Internationale.

Selon l'Analyse Approfondie de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (CFSVA2015)⁴

⁴ World food program (2015) Rwanda comprehensive food security and vulnerability analysis. <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp284395>.

conduite par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), l'insécurité alimentaire reste un défi majeur au Rwanda, particulièrement dans les milieux ruraux où la pauvreté et l'extrême pauvreté restent les plus élevés. L'acquisition de la nourriture par les ménages bute à la pauvreté endémique, la topographie du paysage, la rareté des terres cultivables, une faible productivité, rareté d'opportunités d'emplois, prix élevés de denrées alimentaires, conséquences des changements climatiques ainsi que les conflits des pays frontaliers.

Il importe de signaler que ce rapport du PAM omet de mentionner l'étendue et les conséquences de la famine sur les populations affectées ou encore si la famine a eu lieu.

En conséquence, nous levons une sonnette d'alarme pour une reconnaissance officielle de

cette famine aussi bien par le Gouvernement Rwandais que par les acteurs concernés de la communauté internationale afin qu'on rende justice aux communautés affectées et qu'on puisse prévenir qu'une autre crise du genre ne se produise dans l'avenir. En réalité, nous redoutons que le culte du silence et camoufflage continus sur des crises de cette ampleur, comme c'est d'usage au Rwanda, peuvent avoir des conséquences extrêmement néfastes si un incident catastrophe devrait se produire dans le futur.

3. Actions Ciblées à engager.

Nous faisons appel à la communauté internationale d'agir vite et de venir en aide aux Rwandais qui meurent de faim à cause de la famine "Nzaramba". Nous exhortons le gouvernement Rwandais pour que non seulement il fasse appel à la communauté internationale pour mobiliser l'aide alimentaire d'urgence mais aussi pour qu'il facilite et coopère

avec les opérations d'assistance humanitaires dans les régions affectées, et ce inconditionnellement.

En parallèle, nous demandons au gouvernement Rwandais de travailler en étroite collaboration avec les organisations d'assistance d'urgence et humanitaires concernées que ce soit au niveau local, régional ou international afin de mettre sur pied des structures d'aide aux victimes de cette famine. En particulier, ce mécanisme d'aide aura entre autres pour objectif l'évaluation du niveau général des conséquences de la famine sur les communautés affectées. Conjointement, tous partenaires à cette opération s'efforceront d'alléger les souffrances des victimes de cette famine notamment en les aidant à recouvrir les pertes occasionnées par cette crise.

Dans le meilleur des cas, on devrait tout faire pour aider ceux qui ont fui à réintégrer leurs communautés, ce qui ne sera possible que s'ils ont des garanties de trouver de meilleures conditions de vie pour le court et moyen terme.

B

Les Causes De Cette Famine Au Rwanda

1. Mauvaises politiques agricoles.

Selon le Ministère d'Agriculture et des Ressources Animales du Rwanda (2010), le secteur agricole contribue pour moins de 35% du Produit Intérieur Brut (PIB) alors que l'agriculture constitue la source principale d'alimentation pour 90% de la population. Par contre, on estime à 1% le taux de réserve de l'agriculture destinée pour le commerce international.

Bien que l'économie Rwandaise repose grandement sur l'agriculture, laquelle emploie 80% de la main d'œuvre et produit 42% du PIB (PIB 2008), le budget national lui réserve 3% seulement de son budget, ce qui est incontestablement un énorme écart comparé au seuil de 10% recommandé par l'Organisation des Nations Unies pour la Nourriture et l'Agriculture (FAO).

De ce fait, il y a lieu de penser que l'allocation de budget au Rwanda est motivée par des objectifs autres que ceux d'assurer la sécurité alimentaire de la majorité de la population. Ainsi, l'utilisation des ressources budgétaires serait motivée par d'obscures raisons telles que la satisfaction des besoins de la caste de dirigeants véreux et corrompus qui mettent en priorité leurs intérêts au détriment des besoins primaires des masses.

Alors que les politiques de financement agricoles prétendent se préoccuper avant tout de l'objectif

de réduction de la pauvreté, nous invoquons l'argumentaire précédent pour dénoncer la négligence criante de la part du gouvernement Rwandais du secteur agricole prouvé être le plus à même de contribuer à cet objectif. Aujourd'hui, il a été prouvé que les politiques de financement agraires ont été soigneusement conçues pour cadrer avec les intérêts des oligarques du pouvoir au Rwanda. Conséquemment, ces derniers semblent davantage préoccupés non pas de l'amélioration de l'industrie agricole défaillante mais plutôt du maintien de leurs status quos politiques.

En analysant les performances du secteur agricole au Rwanda, on apprend que le pays est fier d'avoir amorcé une révolution verte à grande échelle dans tout le pays. Dans l'optique de ce vaste programme, le pays s'est fixé des objectifs de transformation agricole spectaculaires qui, s'ils venaient à être réalisés, catapulteraient le

pays au niveau des pays émergents, d'une économie assurant un haut revenu annuel par habitant. Cependant, en y regardant de plus près, on ne peut s'empêcher de constater que la soit – disant révolution verte ne serait que coquille vide, renfermant des politiques ineptes qui ne font que forcer les paysans à pratiquer l'agriculture mono culture et à abandonner le système traditionnel combinant plusieurs cultures. Pour vendre ce nouveau système aux paysans, le Ministère de l'agriculture avançait que ce dernier leur garantirait une meilleure productivité alimentaire. Malheureusement, il existe des données incontestables pour prouver que ce dernier est loin d'avoir permis à atteindre les résultats escomptés.

Il y a plusieurs années, dans un souci de rendre ces nouvelles pratiques agricoles populaires, le gouvernement Rwandais avait forcé les paysans à investir dans des projets agricoles sans leur

garantir des contre – parties suffisantes en cas d'échec de leurs affaires. Par la suite, aucun de ces investissements n'a pu afficher des résultats financiers probants, ce qui a fini par causer des pertes colossales aux investisseurs paysans. En fin de compte, on a trouvé que les raisons de cet échec était qu'à la fin de la chaîne de production il ne restait plus de valeur pouvant garantir une certaine marge bénéficiaire, aussi petite soit – elle. Mais le facteur contribuant le plus unanimement à cet échec était que traditionnellement les paysans et le paysage agraire au Rwanda pratiquaient une agriculture uniquement adaptée pour assurer une sécurité alimentaire consistante en premier lieu. En conséquence, non seulement les nouvelles pratiques agricoles du gouvernement ont totalement fait échouer l'objectif d'assurer la sécurité alimentaire mais davantage elles n'ont pu non plus permis à obtenir des produits de base ou substituts équivalents à ce qu'ils avaient perdu.

Tout compte fait, dans la majorité des cas, les méthodes d'agriculture mono culture promues par le Ministère n'ont pas doté les paysans des moyens suffisants permettant de compenser les pertes occasionnées par le nouveau système. Alors que le cout de la main d'œuvre agricole est pris en charge par les paysans eux - mêmes, ces derniers s'attendent cependant à ce que le gouvernement leur facilite l'acquisition des semences de qualité, mette en place des garanties agricoles pour couvrir des pertes inévitables et régule l'acquisition des semences et engrais en leur évitant de payer des prix exorbitant surtout en période de faible rendement agricole.

En parallèle, on a observé que les prix des denrées alimentaires avaient connu une croissance vertigineuse prolongée avec un taux de croissance pouvant monter jusqu'à 300% sur une période de deux décennies. Sans aucun doute, une évolution pareille ne s'explique que par la défaillance

des politiques agricoles mises en œuvre par le gouvernement Rwandais.

Dans la même ligne d'idée, on peut également noter un incident assez révélateur des pratiques quelque peu scandaleuses de l'autorité agricole rwandaise. Un rapport du Bureau de l'Auditeur General (OAG) a révélé au public en 2015 que les appareils d'irrigation achetés pour le district de Nyagatare, d'une valeur de FRw 2.7, n'avaient à ce jour pas été mis à profit, ce qui constituait une perte colossale pour le secteur.

Ceci est d'autant plus choquant pour les paysans que le Gouvernement, qui avait promis d'octroyer des subsides aux fermiers, en assurant 50% des coûts, en vue d'acquérir des équipements d'irrigation, avait failli à cette promesse ainsi qu'à celle de leur faciliter l'obtention des financements agricoles auprès d'institutions financières.

2. Une agriculture moribonde pendant que le Rwandais moyen meurt de faim.

L'échec de la politique agricole rwandaise est un fait difficile à dissimuler. En conformité du fait que le secteur agricole rwandais absorbe plus de 80% de la main d'œuvre active, il est indéniable qu'un moindre dysfonctionnement du secteur aura un impact immédiat et significatif sur les conditions de vie de l'ensemble de la population.

On peut aisément constater cet effet à chaque fois qu'on étudie le pouvoir d'achat du consommateur d'un Rwandais moyen par rapport aux produits alimentaires de base. En comparant l'évolution des prix des produits agricoles de base avec les salaires des fonctionnaires d'Etat en fonction du temps écoulé, on obtient une estimation relativement fiable du niveau de performance du secteur sur l'ensemble d'années prises en considération.

Ainsi peut – on observer que les prix des produits de base ont tellement augmenté jusqu'à ce que le pouvoir d'achat du fonctionnaire moyen ne puisse s'y adapter à la longue.

En définitive, on en conclut que cet état de choses corrobore l'existence d'une famine avec des causes à multiples facettes. Avec le temps, il est devenu simplement impossible pour les gens moyens d'assurer le minimum vital avec leur pouvoir d'achat. Ceci parce que, l'agriculture, qui est le moyen principal de la survie du grand nombre, a failli à permettre aux populations de subvenir à leurs besoins alimentaires de base.

La table ci – dessous présente un bref aperçu de l'augmentation des prix des denrées alimentaires de base sur 10 ans. (Avec US \$ 1.00 = FRw 780 en 2016).

Produit Alimentaire	2006: Prix/Kg	2017: Prix/Kg	Augmentation
Pommes de terre	FRw 66	FRw 400	500%
Patates douces	FRw 58	FRw 350	503%
Bananes vertes	FRw 82	FRw 350	327%
Haricots	FRw 173	FRw 700	300%
Charbon	FRw 3500 /sac	FRw 8500	142%
Viande	FRw 700	FRw 2200	210%

Revenu de l'enseignant (Avec US \$ 1.00 = FRw 800 en 2016).

Qualification	(A2) Enseignant Ecole Primaire.	(A1) Diplômé Secondaire.	(A0) Diplômé Universitaire.
Salaire/mois	FRw 44,000	FRw 90,000	FRw 120,00

La table ci – dessus affiche une croissance nette et soutenue des prix des denrées alimentaires

depuis 2006. Les produits alimentaires dont on se sert dans le tableau ci – haut représentent un échantillon des produits de base consommés par le Rwandais moyen sur une base régulière. L'ensemble des ménages de standing social inférieur, qui comprend aussi la catégorie d'enseignants de l'école primaire, ont des difficultés à nourrir convenablement leurs familles.

Pour illustrer ceci, on peut se servir de l'exemple d'un ménage de trois personnes avec à sa tête un enseignant (niveau A2), qui gagne FRw 44,000 de revenu mensuel, qui consomme en moyenne par mois 3kg de viande, 10kg de pommes de terre, 10kg de patates douces, 10kg d'haricots et utilise à peu près un sac de charbon. Cet exemple représente un bon exemple de dépenses moyennes pour une famille typique à faible revenu.

Comme on peut aisément le constater, la totalité du coût mensuel minimum pour assurer son

alimentation s'élève à FRw 29,100. Et ce sans compter les frais d'assurance maladie, la fameuse "Mutuelle de Sante" (de FRw 9000, ce qui revient à peu près à FRw 3,000 par personne), les frais de scolarité, les dépenses pour l'habillement ou encore d'autres dépenses essentielles telles que les frais de location d'une maison (pour ceux qui n'en possèdent pas). Et on comprend aisément qu'une famille avec un tel revenu mensuel ne peut subvenir à tous ces besoins.

3. Le mythe du succès économique cache mal une crise économique profonde.

Le Rwanda se délecte à se présenter comme un géant économique d'Afrique (une sorte de Singapour d'Afrique comme on entend souvent le Président Kagame le répéter), et est très fier de marteler que son économie a connu une croissance soutenue de 8% du PIB sur dix ans. Si cela

était avéré, le Rwanda serait incontestablement un des pays les plus performants économiquement de nos jours, non seulement sur l'échelle du continent Africain mais à l'échelle globale, spécialement si on tient compte de l'étendue de son niveau de croissance. A vrai dire, on peut également aisément comprendre pourquoi on observe un nombre de plus en plus croissant des pays Africains qui se disent impressionnés par et déclarent vouloir adopter le modèle économique Rwandais. De manière consistante, le Rwanda se félicite d'avoir réussi à faire tourner une économie florissante, basée sur d'infrastructures de standard international, avec un système de technologies de l'information robuste ainsi que sur l'implantation d'un climat d'affaires propice pour l'implantation industrielle susceptible de redynamiser l'activité économique du pays et d'attirer des investissements étrangers directs (FDIs).

Même aujourd'hui, avec le génocide Rwandais, le pays est de plus en plus devenu célèbre également à cause de son miracle économique alors que le pays était exsangue au lendemain du génocide de 1994. On explique souvent la possibilité d'une telle performance hors du commun par les seules habiletés extraordinaires du Président Kagame dont d'aucuns ont toujours pensé qu'il serait un dirigeant avec un leadership exceptionnel.

Depuis ces dernières années, cependant, un flux d'études et de positions contestataires n'a cessé d'élever la voix pour réfuter l'image idyllique que le Rwanda s'octroie pour son soit disant boom économique. En l'occurrence, les milieux réfractaires à la version officielle du régime de Kigali avancent qu'il existe aujourd'hui une base de données de preuves tangibles prouvant que le soit disant progrès économique ne serait basé que sur une fraude des données macroéconomiques pour

tromper et impressionner les bailleurs de fonds. Par ailleurs, certaines institutions de recherche internationales accréditées ont pu exposer les zones d'ombres des statistiques officielles fabriquées par le gouvernement de Kigali au cours de ces dernières années.

Ainsi a – t – on appris que les indicateurs tels que la croissance économique été superficiellement grossis, l'inflation revue à la baisse pour correspondre aux attentes des partenaires financiers et des statistiques forgées mais le pire de tout cela c'est que les institutions financières ayant massivement investi énormément ont fermé l'œil sur et n'ont pas dénoncé ces pratiques douteuses de Kigali. Nous estimons que cela est dû au fait que les institutions maintiennent ce statu quo uniquement pour faire du Rwanda un “modèle de succès économique” d'Afrique noire vendable sur la scène internationale.

Le système bilatéral et multi – latéral ne tarit pas d'éloges face à la croissance spectaculaire de l'économie Rwandaise. Aussi, l'orgueil du gouvernement Rwandais, à travers le Président Kagame, ne put que se renforcer chaque jour à force d'entendre les compliments provenant d'institutions telles que la Banque Mondiale, le FMI et l'Union Européenne, qui ne cessent s'étonner du succès économique de ce petit pays d'Afrique au passé douloureux et pour lequel personne n'avait d'espoir au lendemain du génocide.

A contrario, cependant, on est en droit de se demander si l'économie Rwandaise est aussi performante qu'on ne prétend le faire croire. En d'autres termes, si tel était le cas, comment alors expliquer le fait que des centaines de milliers de Rwandais continuent de crier famine, souvent en référence avec celle dénommée Nzaramba, et que des milliers d'autres ont été obligés de fuir le pays vers l'Ouganda à la recherche de meilleures

terres cultivables et aux conditions de travail moins stressantes.

Ci – dessous, on condense quelques repères importants exposant la situation réelle de l'économie Rwandaise.

Faible croissance du PIB

Le PIB par habitant du Rwanda se trouve a USD 1,660, avec pouvoir d'achat paritaire et un PNB de USD 7.8 milliards, un montant considéré inférieur par rapport aux autres pays récemment ravagés par les guerres comme l'Afghanistan, la Sierra Leone ou le Haïti. On estime à seulement 16 pays dans le monde entrant dans la catégorie des pays à faible PIB par habitant. De même, seulement deux pays dans la région des Grands Lacs d'Afrique, la République Démocratique du Congo et le Burundi, possèdent un PIB par habitant inférieur à celui du Rwanda. Bien évidemment, on est conscient que l'indicateur PIB ne

permet pas à lui seul de brosser un tableau complet de l'économie d'un pays mais il reste néanmoins un indicateur de base fiable permettant de dégager les paramètres pertinents d'une économie donnée⁵. Pareillement, le PIB du Rwanda permet de se faire une idée des performances de l'économie du Rwanda dans son ensemble à un moment donné.

Chômage élevé.

La population Rwandaise s'élève actuellement à à peu près 12 millions d'individus dont 56% constituent la catégorie de la population la plus active, c'est – à – dire celle âgée entre quinze et soixante – quatre ans. On estime à 157,827 le nombre de personnes avec un travail rémunéré au sein de l'économie formelle Rwandaise, selon le sondage du recensement de 2014⁶. On estime

5 Himbara, D. (2016) Kagame economic mirage. South Carolina: Create Space Independent Publishing Platform

6 National Institute of Statistics of Rwanda. "Establishment

que la moitié de la main d'œuvre salariée se trouve dans la seule ville de Kigali, elle – même qu'on estime héberger à peu près 1.1 million de gens pendant que l'autre moitié se trouve distribuée sur l'ensemble du territoire Rwandais⁷.

Bien pire, le Rwanda ne dispose pas à ce jour d'économie industrielle aux normes de production de standard international, capable d'écouler ses produits sur les marchés internationaux. Les seuls produits commercables à l'échelle internationale ont une contribution marginale à l'économie dans son ensemble. On estime que 91% des Rwandais sont employés dans l'industrie des services largement dominée par le secteur informel et se subdivisant dans trois secteurs distincts : 52,8% dans le commerce de vente en gros, de détail, de mécanique générale (véhicule et motocyclettes); 30% dans l'industrie hôtelière et restauration et

Census 2014”.

⁷ ibid

8.5% dans l'industrie des services tels que l'éducation, la santé et les transports.

La grande majorité d'entreprises commerciales se trouve dans la catégorie de micro – entreprises selon le recensement de 2014. Le groupe le plus important d'entreprises commerciales Rwandaises est celui de la catégorie de “micro” – entreprises (90.1%), suivie de celle de “petites” – entreprises (8.7%), ce qui fait un total de 98.8% pendant que la catégorie des grandes entreprises, c'est – à – dire celles employant 100 personnes voire plus, ne constitue que 0.2%. Ceci a le désavantage de constituer un poids énorme pour l'économie Rwandaise car selon l'Office Rwandais des Recettes environ 63,6% des taxes collectées en 2013 provenaient des gros payeurs seulement, c'est – à – dire les 0.3% de l'ensemble de toutes les entités taxables du pays⁸.

8 Rwanda Revenue Authority Annual Activity Report for 2012/2013. http://www.old.rra.gov.rw/IMG/pdf/Rra_Annual_report_2012-2013.pdf

Les 0.3 % représentent les 354 sur l'ensemble des 113,198 de toutes les entités taxables dans tout le pays. Les 0.3 % c'est ce à quoi on fait généralement référence quand on parle de "grande catégorie de payeurs", celle qu'on définit couramment comme une entité ou une personne physique avec un revenu annuel de USD1.4 million. Le montant semble insignifiant comparé au seuil établi au Kenya où la même catégorie de taxables regroupe les personnes ou entreprises capables de générer un chiffre d'affaires de USD 7.2 million par an. Ironiquement, le Kenya, en apparence avec une économie plus robuste et diversifiée que le Rwanda, n'a pas eu honte de faire appel à la communauté internationale pour lui venir en aide quand une partie du pays a fait face une famine emportant les vies des communautés entières.

Dépendance de l'aide extérieure.

Le Rwanda dépend toujours de l'aide extérieure pour financer une partie importante de budget

public. Cependant, dans un souci de promouvoir l'image d'un pays disposant d'une économie robuste, le pays a parfois opté de ne pas déclarer son niveau de dépendance réel à l'aide extérieure. Ainsi, alors que le pays a dû dépendre d'environ 60% pour financer son budget public en 2016, le Rwanda a préféré produire un profil reluisant affichant une faible dépendance à l'aide étrangère. Cette action procède de la stratégie et manèges du régime destinés à séduire et présenter le pays comme une destination fiable et suffisamment solide, remplissant tous les critères et capable d'absorber les ressources d'investisseurs étrangers.

Pour ce faire, nous réaffirmons que la dépendance du pays à l'aide étrangère est plus que le pays ne veut bien le faire croire. Même si nous concédons que cette aide est vitale pour le pays qui reste néanmoins un des pays les plus pauvres du monde. En effet, d'après la Banque

Mondiale (2016)⁹, 63% des Rwandais vivent encore sous le seuil de la pauvreté. Le Rwanda est le seul pays dont le ratio de l'aide par habitant reste le plus élevé dans toute la région. On estime que le pays aurait bénéficié un total d'USD10 milliards d'aide officiellement comptable entre 1994 et 2013. Entre 2000 et 2010, l'aide annuelle octroyée au pays serait passée de USD 321 millions à USD 1 milliard. Le montant le plus élevé dont le pays aurait bénéficié dans une année seulement s'évalue à USD 1.2 en 2011 avant de tomber à USD 878 millions en 2012, suite à la suspension d'aide, imposée comme une sanction à cause de la présence des milices armées dans la République Démocratique du Congo, armées et financées par Kigali. Entre 2013 et 2014, l'aide est remontée pour avoisiner USD 1 milliard.

⁹ "Poverty Rates at International Poverty Lines" Word Bank, <http://wdi.worldbank.org/table/2.8>.

Par ailleurs, on note qu'une critique concernant la dépendance à l'aide étrangère va bon train car d'aucuns considèrent qu'il existe un rapport étroit entre l'aide étrangère et les indicateurs de performance au niveau gouvernance démocratique, dépense publique, corruption et volatilité économique. Pour une plus grande efficacité de l'aide étrangère, les mêmes critiques recommandent à l'ensemble des bailleurs de fonds de poser au préalable des critères stricts conditionnant l'utilisation efficace des aides octroyées par les pays bénéficiaires. Par exemple, on recommande la mise en place des mécanismes solides et efficaces d'évaluation et de contrôle, chargés de s'assurer que les fonds mobilisés sont acheminés vers les secteurs auxquels ils étaient initialement destinés et ce de manière appropriée.

Responsabilité comptable: Stephen Crack (2004)¹⁰, souligne que si les bailleurs de fonds

10 Knack, S. (2001) Aid Dependence and the Quality of Governance: Cross-Country Empirical Tests. *Southern Economic Journal*, 68(2), pp. 310-329.

financent le secteur public à travers l'aide au développement, il revient aux pays bénéficiaires d'être responsables de l'utilisation responsable de ces aides envers leurs parrains. Ce faisant, il estime qu'il devient presque impossible de voir se réaliser un contrat social crédible entre le gouvernement et ses citoyens. Simplement parce qu'il serait plus aisé pour ces pays de se soumettre aux exigences des bailleurs de fonds que de satisfaire les exigences de mise en place des procédures de gestion efficaces de la chose publique telles que l'instauration d'un système de taxation bien rodée par exemple. Dans cette optique, l'aide serait alors détournée de son objectif primordial qui est celui de promouvoir une gestion responsable, la participation démocratique et l'auto – appropriation des programmes par les citoyens.

C'est le cas du Rwanda. Au Rwanda, il est quasi impossible de vérifier si l'Etat Rwanda gère de manière responsable les aides mobilisées pour

financer les différents programmes sectoriels du secteur public. Les mécanismes de contrôle établis ne semblent ni disposer ni capables d'exercer des pouvoirs de contrôle des opérations du gouvernement de manière efficace. Pire encore, le gouvernement Rwandais fonctionne suivant un modèle d'Etat – Policier qui à tout moment peut déployer sa machine de défense de l'ordre pour décourager ou intimider quiconque aurait des velléités de s'immiscer dans l'organisation et conduite internes des affaires de l'Etat.

Dépense publique et Corruption: Un certain nombre d'observateurs ont étudié les effets d'un volume assez élevé d'aide sur la dépense publique et ont conclu que les aides ont souvent pour effet de conduire à une exploitation extravagante et moins durable des ressources ainsi provoquer des dysfonctionnements macro – économiques. Bien évidemment, l'obtention d'un large volume d'aide peut avoir une incidence négative sur des

institutions de manière différentielle telle qu'une probabilité certaine de perdre en compétitivité ce qui a pour effet de réduire le volume d'exportations, la croissance économique, les emplois et, réactiver la boucle de dépendance à l'aide extérieure (Booth 2011).¹¹.

Dans un pays où le système politique est enraciné dans des relations de clientélisme et où le pouvoir sert de tremplin d'accès aux privilèges de l'Etat, l'accès à l'aide étrangère se justifie comme un instrument de gestion politique des crises économiques. Dans cette optique, les gouvernements en proie à des contraintes de générer les salaires de la fonction publique s'investiront dans le financement des séminaires à des fins politiques, des bourses d'étude à l'extérieur du pays ainsi que d'autres types de corruption masquée ce qui aura pour conséquence de pousser les

11 Booth, D (2011) Aid, Institutions and Governance: What Have We Learned? Development Policy Review, 29(S1), pp.S5-S26

gouvernements à consommer l'aide financière octroyée plutôt que l'investir rationnellement dans des programmes publics rentables (Vand de Walle 2001)¹².

Volatilité de l'aide: Booth (2011)¹³ a réalisé que l'aide est potentiellement plus volatile que les revenus générés par la taxation locale et que cette volatilité est susceptible d'affecter négativement tout bénéfice que les pays bénéficiaires devraient attendre de l'aide étrangère. En général, un des effets les plus connus de la dépendance à l'aide c'est une mauvaise planification budgétaire ainsi qu'une mauvaise estimation des recettes puisque les promesses d'aide ont tendance à surestimer le montant réel généré dans la collecte de ces dernières.

12 Van de Walle, N. (2005) Overcoming Stagnation in Aid-Dependent Countries. Washington, DC: Center for Global Development.

13 Booth, D (2011) Aid, Institutions and Governance: What Have We Learned? Development Policy Review, 29(S1), pp.S5-S26.

Les incertitudes fiscales inhérentes à la dépendance à l'aide extérieure rendent la planification à long terme impossible réaliser. On peut alors craindre que cela constitue un frein quant à la détermination des priorités et politiques des gouvernements.

4. Extorsion de la population.

Il existe au Rwanda des pratiques institutionnalisées dont le seul but est d'appauvrir la communauté Rwandaise. Au lieu de soutenir et accompagner les populations à s'investir dans la réduction de la pauvreté ou dans l'amélioration de leurs conditions socio – économiques, on trouve à l'inverse des programmes soigneusement élaborés pour extorquer l'argent ou les biens de la population.

Ces programmes ont été ingénieusement conçus pour fonctionner à tous les échelons de

la gouvernance du pays en commençant par les niveaux de base. L'administration locale a été impliquée pour s'assurer que tout membre de la communauté participe obligatoirement au financement de ces programmes et ce de manière régulière. Les programmes les plus publiquement connus sont les suivants :

Le Fond Agaciro : Ce fond a été institué après qu'un rapport de l'ONU a directement nommé le Rwanda comme le premier responsable, instigateur et financier du conflit armé se déroulant en République Démocratique du Congo (RDC). Par la suite, plusieurs institutions des bailleurs de fonds ont suspendu leurs aides financières destinées pour le Rwanda.

Suite à cet état de choses, au mois d'Aout 2012, le gouvernement a mobilisé la communauté Rwandaise pour la création d'un Fond de Développement, nommé Fond Agaciro, avec pour motif de pallier les lacunes de financement laissées par la

suspension d'aide des bailleurs de fonds et ainsi maintenir l'indépendance financière du pays.

Le problème avec ce fond c'est que tout membre de la communauté est forcé de verser régulièrement un montant fixé dans ce panier, peu importe qu'il des moyens ou pas de le faire. Des familles pauvres ont été obligées de vendre leurs terres, bétail parfois mêmes leurs maisons afin de s'acquitter de ce devoir. Pareillement, on a obligé à certaines entreprises de contribuer des sommes conséquentes sans quoi elles ont été sévèrement punies. Suite à cela, plusieurs petites entreprises ont été obligées de déclarer faillite, largement parce qu'elles ne pouvaient pas supporter le coût opérationnel imposé par Fond Agaciro.

Il y a eu des cas dans certains services publics, tels que hôpitaux et services de l'administration locale, où on a obligé à certains chefs de grandes entreprises de fournir une preuve de contribution au fond Agaciro comme un prérequis

d'obtention de service. Par ailleurs, il y a eu d'autres scénarios ou des personnes ont été arrêtées et emprisonnées simplement parce qu'elles n'avaient jamais ou ne pouvaient prouver qu'elles avaient contribué à ce fond.

Le Fond Ishema Ryacu: ou “Notre pays, notre fierté !”. Ce fond a été institué en 2015 suite à l'arrestation à Londres du Chef des Renseignements Rwandais, le Général Karenzi Karake suivant un mandat d'arrêt Espagnol. Ce fond était destiné à couvrir les frais dépensés comme caution de mise en liberté conditionnelle du Général¹⁴.

Entre Juin et Aout 2015, à travers tout le pays, des personnes morales ou physiques ont été forcées de contribuer des sommes considérables à ce fond en signe de solidarité et de patriotisme.

¹⁴ <http://www.newtimes.co.rw/section/article/2015-07-07/190387/>

Quand enfin le Général fut relâché et la caution restituée personne au Rwanda ne put être remboursée de sa contribution dans le fond. D'après des sources médiatiques¹⁵ locales, le comble fut de voir que les populations ont été forcées de faire des contributions financières de plus dans le but de constituer un fond préventif au cas où une telle situation se produirait de nouveau.

Contribution au Front Patriotique Rwandais (FPR): couramment connue sous le nom de *“Umusanzu w’icyama”*, en langue locale. Ce fond est collecté par les cadres du parti FPR auprès des personnes et entreprises à travers tout le pays. Contribuer à ce fond n’est pas officiellement obligatoire cependant la manière dont les cadres du parti vont de porte en porte exiger cette contribution aux membres du parti a quelque chose d’intimidation voilée. Les gens

15 <http://www.kigalitoday.com/amakuru/mu-rwanda/Hatangijwe-ikigega-Ishema-ryacu-Fund-kigamije-kugoboka-Abanyarwanda-bahuye-n>

souscrivent au paiement de cette contribution car le parti convainc ses membres que le fond existe en signe de gratitude au parti FPR qui a stoppé le génocide, sauvant ainsi le pays de l'abîme et pour assurer sa sécurité. Ainsi, peu importe leur situation financière, beaucoup de gens se sentent obligés de contribuer à ce fond, uniquement afin d'éviter d'être étiquetés **“ennemis du parti”**.

Fond de sécurité - Irondo: Ce fond est collecté par les autorités locales ou par tout membre communautaire préalablement sélectionné à cet effet. L'argent ainsi mobilisé sert à couvrir les frais et parfois payer les membres de la communauté impliqués dans des opérations volontaires de patrouille nocturne pour assurer la sécurité.

C

Pourquoi le monde n'est pas au courant de cette famine ?

1. Absence de la liberté d'expression.

La liberté d'expression est l'un des droits fondamentaux, inaliénables dans toute société démocratique. La constitution Rwandaise stipule que la liberté de la presse ainsi que celle de l'information sont reconnues et garanties par l'Etat.

D'après Amartya Sen (1999), les libertés civiles et politiques donnent aux peuples le droit d'attirer l'attention sur les nécessités du public et agissent comme une force poussant à prendre

les mesures nécessaires afin d'y remédier. Parfois, l'action du gouvernement pour alléger les souffrances des populations peut être catalysée par la pression du peuple exerçant son droit. C'est dans ce cadre que le seul acte d'exercer ses droits politiques (tels que l'acte de voter, critiquer, manifester, ainsi de suite) peut exercer une influence fondamentales sur les politiques suivies par les gouvernements.

En prenant le tragique exemple de l'histoire des famines dans le monde, telle que relatée par Amartya Sen (1999)¹⁶, on peut aisément constater qu'on n'a jamais observé aucun cas de famine dans un pays indépendant et démocratique et disposant d'une presse libre. Curieusement, on ne peut trouver aucune exception à cette règle, peu importe où vous cherchiez : on connaît les famines des pays comme l'Éthiopie, la Somalie

16 Amartya Sen (1999) Democracy as a Universal Value. *Journal of Democracy* 10 (3) pp 3-17

ainsi que d'autres régimes dictatoriaux ; des famines de l'Union Soviétique des années 1930 ; la famille de Chine entre 1958-61 avec l'échec du Grand Bond en Avant ou celles survenues plus tôt encore, comme les famines d'Irlande ou d'Inde, pendant que ces derniers étaient sous tutelle étrangère.

Bien que la Chine soit dans une meilleure position économique comparée à l'Inde en ce moment – là, ça ne l'a cependant pas empêché de connaître une famine, contrairement à l'Inde, et qui reste la plus grande famine que le l'histoire ait jamais connue : on estime à environ 30 millions de personnes emportées par celle – ci (1958-61), suite aux politiques ineptes que le gouvernement fut dans l'incapacité de modifier au fil de trois ans. Il n'y avait personne pour remettre en question ces politiques puisque le pays ne connaissait pas de partis politiques indépendants, n'avait ni parlement, ni presse libre et encore moins

d'élections multi – partite. En vérité, c'est l'impossibilité de mettre en question ces politiques inadaptées qui fit que la faim s'éternisât même si celle – ci emportait des millions d'individus chaque année.

C'est le moins qu'on puisse dire concernant la famine du Rwanda. En effet, de même que l'absence d'une presse indépendante ainsi que d'autres organes susceptibles de signaler et remettre en question les mauvaises actions du Gouvernement ont permis une famine aussi dévastatrice en Chine, de même si ça continue ainsi pourquoi ne pas s'attendre au pire au Rwanda ?

Malheureusement, on a souvent tort de réduire la famine aux conditions géo – physiques, qui y sont intimement associées, telles que catastrophes naturelles et les reporters tombent souvent dans le piège de la simplification en montrant du doigt les phénomènes comme : les inondations de Chine durant l'échec du Grand Bond en Avant ou les

sècheresses et mauvais rendement agricole pour le cas de l’Ethiopie et du Rwanda. Cependant, on sait aussi que d’autres pays bien organisés ont eu à faire face aux mêmes conditions physiques, parfois les frappant avec une acuité plus sévère, mais ils ont toujours réussi à bien s’en sortir, simplement parce qu’ils avaient des Etats efficaces qui sont intervenus pour pallier contre les risques de la faim et surtout en réussissant à mobiliser la solidarité internationale. Par exemple, même des Etats très pauvres néanmoins démocratiques, tels que l’Inde (1973) ou encore le Zimbabwe et le Botswana (début des années 1980), ont réussi à nourrir leurs populations, parant ainsi au pire et évitant à leurs populations de souffrir la famine qui les menaçait (Amartya Sen 1983)¹⁷.

Ce n’est cependant le cas pour le Rwanda. Ce dernier est désormais connu pour limiter sévèrement

17 Amartya Sen (1983) Development: Which Way Now?” Economic Journal 93.

les libertés politiques et civiles des citoyens, pour accumuler tous les pouvoirs par suppression de toute opposition politique, intimidation de la population par les forces de l'ordre et par abduction, incarcération et assassinat des journalistes élevant la voix pour condamner ses pratiques.

Le Rwanda est en plus connu pour manipuler et exagérer les données portant sur les performances¹⁸ de son économie qu'il embellit de manière surréaliste (par exemple oser déclarer un taux de chômage presque nul). Cela explique pourquoi le Rwanda s'est obstinée à ignorer la présence d'une famine dévastatrice sur son territoire et déclarer un état d'urgence dans les zones affectées.

Enfin, la communauté internationale n'est pas au courant de cette famine parce que le Rwanda l'a délibérément voulu ainsi, ce qu'il a fait en

18 Himbara, D.(2016) Kagame economic mirage. South Carolina: Create Space Independent Publishing Platform

exerçant une censure sévère des médias Rwandais, qu'ils soient publics ou indépendants. En définitive, le contrôle des medias n'est lui – même possible que parce que les libertés d'expression et des medias ne sont pas des droits librement exerçables au Rwanda.

2. Promotion frénétique de l'image du pays.

Le Rwanda a lourdement investi dans la promotion d'une image dorée sur la scène internationale. Le pays a dû recourir aux services des grandes sociétés de communication basées au Royaume Uni et aux Etats Unis pour réaliser cet objectif. Aujourd'hui, la grande majorité de l'information circulant sur le Rwanda doit beaucoup à ces efforts de redorer l'image du pays¹⁹

19 <http://www.theglobeandmail.com/news/world/how-a-us-agency-cleaned-up-rwandas-genocide-stained-image/article542612/>

ainsi affermir sa réputation de pays stable, prospère et sur dans le concert des nations.

Le travail de ces entreprises de communications consistait à remodeler l'image d'un Président Kagame visionnaire et au leadership exceptionnel, le tout dans un but d'expliquer l'origine du miracle économique réalisé par son pays. Ce qu'ils ont fait en parvenant à créer ce slogan : "Miracle Rwandais : Résilience d'un Pays"²⁰. C'est dans ce cadre que le Président Kagame a été invité pour partager son "modèle de réussite" à la prestigieuse université de Harvard²¹.

On comprend aisément que l'histoire d'une famine dévastatrice au Rwanda cadre mal avec l'image d'un pays idyllique que le pays vend dans le monde entier et où il n'hésiterait pas à dépenser jusqu'à USD 50,000 par mois pour y arriver.

20 <https://www.fara.gov/docs/6055-Exhibit-AB-20110812-1.pdf#page=17>

21 <https://college.harvard.edu/college-events/conversation-his-excellency-paul-kagame>

Cependant, il est important de rappeler que, pour nourrir et financer le culte de l'image d'un Président exceptionnel, le Président Kagame puise dans les caisses de l'Etat, toujours bénéficiaire de l'aide au développement, puisque l'économie du pays n'est, à ce jour, pas encore capable de permettre ces extravagances. En effet, les statistiques les plus fiables établissent que le PIB rwandais par habitant est toujours inférieur à USD1000 par an.

Pour conclure, nous voulons juste réitérer, que la famine dénommée Nzaramba est un fait avéré au Rwanda. Le gouvernement Rwandais, en complicité avec une clique corrompue influant sur la scène internationale, ont imposé un silence sur ce fait macabre simplement parce qu'il risquerait de contredire la version réelle de ce qui se passe au Rwanda. Ce faisant, on aura fait notre devoir de lever la sonnette d'alarme et mobilier l'aide nécessaire afin que les Rwandais ne continuent pas de périr, à l'ombre du culte effréné de la célébrité.

D

CONCLUSION

Les conclusions de l'enquête réalisée par notre Organisation, Campagne Mondiale des Droits de l'homme, ont permis de mettre en évidence la situation réelle quant aux véritables causes et conséquences de la famille proscrite au Rwanda et qui fait des ravages, emportant des centaines de milliers des Rwandais et forçant d'autres à fuir le pays à la recherche de nourriture. Cette famine est tellement réelle et largement reconnue que les Rwandais lui ont trouvé un sobriquet de **"Nzaramba"**, ce qui signifie : je vivrai longtemps.

Par conséquent, il est temps que le gouvernement Rwandais cesse d'ignorer ce problème qu'il

prenne des mesures appropriées pour alléger les souffrances de tous ceux qui ont été affectés par Nzaramba.

Plus que jamais, il est également temps pour la communauté internationale d'exercer la pression sur le gouvernement Rwandais pour que ce dernier leur facilite l'accès aux régions sinistrées par la famine afin d'évaluer les besoins réels, définir et mettre en œuvre l'intervention conséquente.

E

Recommandations

A court terme :

- ❖ La communauté internationale se doit de déployer une assistance d'aide alimentaire d'urgence au Rwanda.
- ❖ Le gouvernement Rwandais doit faciliter le travail d'évaluation du nombre exact des victimes ainsi que de la circonscription de toutes les régions affectées par la famine, opéré par les organisations humanitaires.

- ❖ Organiser une campagne internationale de mobilisation de fonds uniquement destinés à s'occuper de cette crise de famine urgente.
- ❖ Les pays d'accueil limitrophes, en l'occurrence l'Ouganda, sont priés de fournir une aide humanitaire d'urgence à toutes les personnes qui fuient cette famine.
- ❖ Le gouvernement Rwandais est prié de permettre toutes les organisations d'assistance humanitaire et d'urgence d'opérer librement et sans conditions leur travail d'évaluation des causes et effets de la crise de famine.
- ❖ Le gouvernement Rwandais est prié de se montrer coopératif par le déploiement de toute l'aide nécessaire aux opérations d'intervention de ces organisations.

A long terme:

- ❖ Le gouvernement Rwandais devrait ouvrir l'espace politique Rwandais pour que les libertés d'expression personnelle et d'opinion publique des médias s'exercent librement.
- ❖ Le gouvernement Rwandais doit s'engager à revoir et adapter les politiques agricoles en cours afin qu'elles soient orientées à lever les défis posés par le secteur agricole dans son ensemble.
- ❖ Le gouvernement Rwandais doit mettre en place des dispositifs solides de collecte de données sur le bien être moral, économique et sanitaire de la population, lesquelles données serviront de points de référence fiables pour les décideurs politiques et les pourvoyeurs de services publics et communautaires.

